

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 06 FÉVRIER 2007

DINSDAG 06 FEBRUARI 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 22 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Question de Mme Dominique Tilmans au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'évaluation de la réalisation du NEHAP belge" (n° 13543)

01.01 Dominique Tilmans (MR) : L'OMS organisait déjà en 1989 un cycle de conférences ministérielles Environnement/Santé, incitant l'Union européenne à faire de ce thème une priorité politique.

Lors de la conférence OMS Europe à Helsinki, les États membres se sont engagés à rédiger un plan national d'actions Environnement/Santé, lancé en Belgique, en 2003, sous le nom de NEHAP. L'évaluation, prévue pour bientôt, de ce cadre de référence, tombe à point dans la perspective des élections fédérales prochaines.

Cette évaluation sera-t-elle discutée au sein de notre commission ?

Donnerez-vous suite aux recommandations nombreuses et constructives de cette évaluation ?

01.02 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Le rapport final de l'étude que nous avons commandée en avril 2006 à Ecolas a été consulté avec les différents *stakeholders* et sera prêt la semaine prochaine. Il sera présenté en conférence interministérielle Environnement et Santé le 12 février, puis il sera mis en ligne sur le site www.nehap.be. La conférence interministérielle décidera des options à prendre dans le futur. Je suis tout à fait disposé à venir en débattre en commission.

01.03 Dominique Tilmans (MR) : Je pense effectivement que l'impact de l'environnement sur notre santé est considérable. Vous nous dites avoir lancé cette étude en 2006. Or, il y en a déjà eu une en 2003.

01.04 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : C'est le programme national Environnement/Santé qui date de 2003. Après trois ans — en avril 2006 —, nous avons lancé une étude pour l'évaluation, ce qui me semble être un délai raisonnable.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la participation belge dans la mise en place de mécanismes de développement propres dans les pays du Sud" (n° 13788)

02.01 Colette Burgeon (PS) : Le rapport Stern chiffre à quelque 5.500 milliards d'euros les conséquences du réchauffement climatique si rien n'est entrepris. Or le Protocole de Kyoto n'engage pas les pays du Sud,

bien qu'en raison de leur vive croissance économique, leurs émissions de gaz à effet de serre soient en passe de rattraper, voire de dépasser celles des pays industrialisés. Nous devons donc les aider à s'adapter.

Dans quels pays, selon quelles procédures et à concurrence de quels montants la Belgique met-elle en œuvre des mécanismes de développement propre ? Quels sont ces mécanismes ? Lesquelles parmi nos entreprises sont-elles parties prenantes dans ce processus ? Quel est l'avenir du partenariat Nord-Sud en matière d'efficacité énergétique dans les pays du Sud ?

02.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : En novembre 2006, nous avons signé un contrat pour un achat compris entre 193.000 et 262.000 droits démission avec une entreprise implantée au Salvador, généré par un projet CDM (*Clean Development Mechanism*). D'autres candidats ont été sélectionnés. En février 2006, nous avons ouvert la procédure par un second appel d'offre fédéral. Le 13 octobre dernier nous avons décidé d'investir dans un ou deux fonds Carbone pour un montant maximum de 25 millions d'euros.

Jusqu'à présent, aucune entreprise belge n'a participé à l'appel d'offre fédéral, même si elles ont manifesté leur intérêt.

L'intérêt des projets CDM est de pouvoir implanter dans les pays du Sud partenaires des technologies respectueuses de l'environnement.

La Belgique a consenti un effort en vue d'aider à l'établissement des documents d'appel d'offre, pour lesquels les frais élevés à engager, administratifs et autres, sont souvent une barrière importante pour les pays les moins développés.

À terme, il faudra cependant viser au renforcement des capacités locales dans les pays de concentration. J'espère pouvoir engager quelques projets CDM en Afrique subsaharienne, qui en manque cruellement.

02.03 Colette Burgeon (PS) : De quels moyens disposez-vous pour pousser ces pays à se lancer dans de tels projets ?

02.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Nous engageons au maximum 10 % des moyens prévus pour l'achat de droits, ce qui nous sert à couvrir les frais de dossier et à participer à l'appel d'offres.

02.05 Colette Burgeon (PS) : Je souhaite que cela puisse marcher, et j'espère que nos entreprises feront davantage que de montrer de l'intérêt.

02.06 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Les moyens que nous investissons dans l'achat de droits restent très limités, et les critères écologiques sont assez stricts, peu d'entreprises belges pourront donc participer à ces appels d'offres. Je n'envisage dans l'immédiat ni l'augmentation des moyens ni l'assouplissement des critères.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le dépôt sauvage de déchets toxiques en Afrique" (n°13908)

03.01 Colette Burgeon (PS) : Au mois de décembre dernier, la justice ivoirienne a inculpé dix-huit individus à la suite du décès de dix personnes et de l'hospitalisation de soixante-neuf autres.

03.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Ce problème est du ressort des Régions. Le gouvernement fédéral n'est compétent qu'en matière de transit des déchets, non pour l'importation et l'exportation.

03.03 Colette Burgeon (PS) : Même au plan de la législation internationale ?

03.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Nous devons coordonner les choix des Régions, mais

l'initiative en ce domaine n'est pas fédérale.

03.05 Colette Burgeon (PS) : Avez-vous pris position sur la question du transit ?

03.06 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Je dois avouer que c'est une partie très limitée.

03.07 Colette Burgeon (PS) : Je transmettrai ma question à un collègue de la Région wallonne.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Colette Burgeon au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "Kyoto-PLUS" (n° 14019)**

- **Mme Muriel Gerken au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'annonce du gouvernement de mettre en place un plan Kyoto-PLUS" (n° 14064)**

04.01 Colette Burgeon (PS) : D'après la presse du 2 février, Guy Verhofstadt aurait l'intention de mettre sur pied un plan Kyoto-PLUS pour réduire davantage les émissions de CO₂. Plutôt que d'imposer la production et le travail, on imposerait la pollution et les émissions de CO₂.

Quels sont les grands axes de ce plan ? Quelles en sont les implications pour les particuliers et les entreprises ? Une concertation est-elle prévue avec les Régions ? Quelles sont vos suggestions concernant les conclusions du quatrième rapport du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat ? Quelles mesures urgentes pourriez-vous prendre à ce niveau avant la fin de la législature ?

04.02 Muriel Gerken (ECOLO) : Il serait positif que la Belgique ait une position ferme sur le Kyoto II, qui est déjà en cours de négociation. Mais au lieu de cela, le premier ministre invente un plan Kyoto-PLUS pour avoir l'air préoccupé par la question du climat.

Cet engagement vient-il du premier ministre seul ou de tout le gouvernement ? Quels sont les nouveaux engagements concrets auxquels, je l'espère, vous avez été associé ?

04.03 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Le gouvernement n'a discuté ni de l'opportunité ni du contenu de cette déclaration. Tenter de faire encore plus pendant les mois qui nous restent est une bonne idée, dont nous discuterons au sein du gouvernement, mais je ne puis vous donner plus d'informations sur la position personnelle du premier ministre.

Le rapport du groupe d'experts montre que de nombreuses mesures doivent être prises au niveau mondial. Une révolution industrielle doit réduire l'intensité énergétique de notre économie et produire l'énergie nécessaire de façon beaucoup plus durable.

D'ici à la fin de la législature, je souhaite me concentrer sur le deuxième appel d'offres pour l'achat de droits d'émission. Après la décision de la Commission européenne, moins de droits d'émission devraient être attribués aux entreprises belges. En concertation avec les Régions et dans le cadre de la Commission nationale « Climat », les adaptations nécessaires seront apportées au plan d'allocation belge.

Il a également été décidé, en collaboration avec WWF, de mettre à disposition des écoles un outil pédagogique consacré au changement climatique.

Lors des prochains Conseil Environnement et Conseil des chefs d'État, je plaiderai en faveur d'un objectif climatique ambitieux de 30 % pour l'Union européenne d'ici 2020.

La Belgique devra affiner sa stratégie à moyen terme pour la réduction des gaz à effet de serre. Les décisions à cet égard seront prises par le prochain gouvernement, dont la formation ne sera pas aisée.

04.04 Muriel Gerken (ECOLO) : Je trouvais audacieuse l'idée du premier ministre de modifier la fiscalité en

fonction des émissions de CO₂, afin de participer au financement du coût collectif que représentera la réparation de ces émissions, plutôt que de taxer le travail. Mais manifestement, cela n'a pas été plus loin que l'effet d'annonce !

La Belgique devrait d'abord essayer de mieux réaliser ses objectifs de Kyoto I.

04.05 Bruno Tobbacq, ministre (*en français*) : Nous atteignons nos objectifs de Kyoto I par la combinaison de mesures internes ayant un impact beaucoup plus important que nos achats de droits d'émission, décidés par un gouvernement précédent.

Depuis plusieurs années, nous faisons glisser les charges reposant sur le travail vers les émissions de CO₂, notamment pour financer la sécurité sociale via une taxe sur les voitures de société. On parle maintenant de la mise en œuvre d'une taxe sur les emballages en compensation des réductions de charges sur le travail. D'ici 2050, on parlera chaque année de mesures nécessaires.

Le premier objectif est à atteindre en 2012, le suivant en 2050.

Les mesures prises devront être évaluées, mais il faut rester constructif.

04.06 Muriel Gerkens (ECOLO) : Les mesures concrètes déjà prises au niveau belge sont minimales, or les déclarations du premier ministre laissaient présager une véritable révolution de la fiscalité.

L'incident est clos.

Président : Mme Colette Burgeon

05 Interpellation de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "la réponse qu'il a donnée à une question parlementaire qui lui a été posée au sein de la Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société le 25 avril"(n° 908)

05.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : On peut lire dans le rapport annuel 2002 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme que le meurtre d'un enseignant d'origine marocaine commis à Borgerhout en 2002 était d'inspiration raciste. Il est même question de « racisme organisé ». Or, quoique l'émoi suscité par ce meurtre fût tout à fait justifié, la justice en a conclu qu'il n'avait pas de motivations racistes. J'ai posé à ce sujet une question écrite en 2003. En 2006, le ministre m'a répondu très succinctement et sans autre explication que le Centre avait déposé une plainte le 13 mai 2003.

Le 25 avril 2006, j'ai redemandé au ministre pourquoi le Centre avait qualifié ce meurtre de raciste alors que le parquet était d'un autre avis. Cette fois, le ministre m'a répondu que l'instruction n'était pas encore terminée et qu'il ne pouvait se prononcer sur des instructions en cours. Il est permis de s'interroger sur le fait qu'une instruction relative à un meurtre dont l'auteur a été arrêté immédiatement ne soit pas encore terminée trois ans plus tard. Mais la réponse du ministre était correcte et j'étais échec et mat.

Le 11 mai 2006, toutefois, j'ai entendu le directeur du Centre déclarer sur les ondes de Radio 1, au cours de l'émission *De Wandelgangen*, que le Centre savait depuis longtemps que ce meurtre n'était absolument pas de nature raciste. Pourquoi, dès lors, ce drame est-il présenté comme tel dans le rapport annuel 2002 ? Pourquoi le gouvernement dit-il qu'il ne peut fournir aucune réponse à des questions portant sur une instruction en cours alors que le Centre, lui, sait parfaitement et déclare ouvertement que ce meurtre n'était pas inspiré par le racisme ? Il y a anguille sous roche. Soit le ministre ne me dit pas la vérité – ce dont je me garde bien de le soupçonner – soit on n'a pas dit la vérité au ministre.

05.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Ni le centre ni moi-même n'avons communiqué de manière équivoque.

Mohammed Achrak a été assassiné le 26 novembre 2002. Le 3 décembre 2002, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, estimant que cet homicide pouvait reposer sur des motifs racistes, a

introduit une plainte. Les avocats du Centre n'ont eu accès au dossier que fin avril 2003. La décision finale d'interner l'auteur a été prise le 6 mai 2003. A ce moment, le rapport annuel du Centre était déjà imprimé. Le fait que le caractère raciste de ce meurtre y ait été souligné n'est toutefois pas exact.

Le directeur du Centre a expliqué que le caractère raciste du meurtre n'a pas été constaté du fait que l'auteur a été déclaré irresponsable de ses actes et n'a donc pas été jugé.

05.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Cette réponse rend la situation encore plus confuse. Dans la réponse écrite que m'a adressée le ministre l'année dernière, il est stipulé que le Centre avait introduit une plainte le 13 mai 2002. Etant donné que le meurtre n'avait pas encore été commis à cette date, j'ai considéré qu'il y avait une faute typographique dans l'année et que l'année correcte devait être 2003. Aujourd'hui, le ministre déclare que le Centre avait introduit sa plainte le 3 décembre 2002!

Il est question dans le rapport de racisme organisé. Or, il me revient à présent que les avocats du Centre savaient déjà en 2003 que l'auteur n'était pas responsable de ses actes et que le meurtre n'est nullement lié au racisme et encore moins au racisme organisé.

Je dépose une motion de recommandation étant donné que les informations qui m'ont été fournies ne sont pas correctes.

05.04 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Je ne puis que répéter que le rapport annuel 2002 était déjà imprimé au moment où l'auteur a été déclaré irresponsable de ses actes.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Francis Van den Eynde et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Francis Van den Eynde
et la réponse du ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances,
demande au ministre
de mieux contrôler, dorénavant, l'exactitude des informations qu'il fournit à la Chambre dans le cadre des questions parlementaires."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Colette Burgeon.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

06 Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les plaintes en matière de discrimination" (n° 13548)

06.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Les faits sont connus : le 30 novembre 2006, des jeunes d'origine turque lancent des pierres sur des adolescents juifs orthodoxes ainsi que sur le bâtiment où ils séjournent à Beringen. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme n'aurait semble-t-il déposé aucune plainte à ce sujet. Il a ainsi envoyé un mauvais signal, car il s'agit clairement d'un cas de racisme accompagné de violences. Je sais que les jeunes Turcs se sont vu infliger une peine de travail et qu'ils ont visité la maison d'Anne Frank à Amsterdam, mais cela ne justifie en rien ce mutisme. Le Centre a déjà déposé des plaintes pour des faits beaucoup moins graves. Il donne ainsi l'impression de réagir sélectivement. Quel est l'avis du ministre en la matière ?

06.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Après le passage aux aveux des auteurs de cet acte de violence, le parquet a organisé une médiation. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a été informé du déroulement de celle-ci par le fonctionnaire de référence. Si la médiation avait échoué, le Centre aurait encore eu le droit de déposer une plainte en tout état de cause.

Toutes les parties officiellement impliquées dans l'incident ont réagi rapidement et énergiquement. Il ne m'appartient pas de me prononcer sur le fonctionnement du parquet ou sur la disposition légale en vertu de laquelle le Centre traite les plaintes en toute indépendance. Si le Centre accepte les résultats d'une médiation, je ne puis que m'incliner. Par ailleurs, le Centre est bien assez souvent invité à laisser sa chance à la médiation avant de déposer une plainte dans l'immédiat.

06.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je n'ai formulé aucune critique en ce qui concerne le fonctionnement du parquet. J'estime toutefois que le Centre aurait dû déposer une plainte dans ce cas-ci. Il pouvait encore attendre les résultats de la médiation pour décider ensuite comment il suivrait cette plainte. J'en conclus que le Centre pratique une politique de deux poids, deux mesures.

L'incident est clos.

Président : M. Yvan Mayeur.

07 Question de Mme Simonne Creyf au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'aide du CPAS dans le cadre du logement de demandeurs d'asile déboutés" (n° 13787)

07.01 Simonne Creyf (CD&V) : Les sociétés de logement social et les agences de location sociale comptent parmi leurs clients des locataires qui bénéficient de l'aide des CPAS pour le paiement de leur loyer social. On compte parmi eux également des demandeurs d'asile. Est-il exact que le CPAS ne peut accorder aucune aide au logement à un demandeur d'asile débouté pour la période allant de la fin de la procédure jusqu'à la date à laquelle il doit quitter définitivement le logement ? Je n'ai jamais reçu de réponse claire à cette question. Quelle instance doit se charger de l'hébergement du demandeur d'asile en attendant son expulsion définitive ?

07.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : À mon sens, un nombre limité de demandeurs d'asile doivent payer un loyer social à des sociétés de logement social ou à des agences immobilières sociales. La réglementation est tellement stricte que la plupart des demandeurs d'asile ne peuvent faire appel à cette forme d'hébergement et séjournent au sein d'une Initiative locale d'accueil (ILA) ou dans un centre d'asile.

Le conseil de l'aide sociale du CPAS peut toujours, sur la base de l'autonomie communale, décider d'intervenir financièrement dans le loyer d'un client, indépendamment de son statut. Ce principe s'applique donc également à un demandeur d'asile débouté. Toutefois, le CPAS n'obtient à cet effet aucun remboursement des autorités fédérales.

07.03 Simonne Creyf (CD&V) : Quelle instance est dans ce cas chargée de l'hébergement d'un demandeur d'asile débouté ?

07.04 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : À part les CPAS, je ne vois aucune autre instance.

L'incident est clos.

08 Question de M. Yvan Mayeur au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les subsides octroyés aux centres publics d'action sociale par le Fonds social européen (FSE)" (n° 13738)

08.01 Yvan Mayeur (PS) : Des projets développés pour la période 2000-2006 grâce aux subsides du Fonds social européen devraient se poursuivre en 2007-2013, mais d'importants retards sont constatés dans la mise en pratique des critères fixés pour cette nouvelle période. Les CPAS sont dans l'incertitude quant à la subside au-delà du 31 décembre 2006.

L'appel à projets, dans l'éventualité où ces projets seraient reconduits, n'interviendrait qu'à partir de septembre 2007. Or nul ne sait si les projets existant durant la période transitoire — à partir de janvier 2007 — seront subsidiés. Dans l'incertitude, les CPAS doivent décider de poursuivre les projets en cours ou de les suspendre dans l'attente de l'appel à projets, avec les conséquences que l'on peut imaginer pour les ayants

droit et le personnel concerné.

La parfaite chronologie des deux programmes était pourtant prévue dans le règlement de l'Union européenne, mais elle n'a pas été correctement appliquée.

Pouvez-vous nous rassurer quant à la poursuite de la subside ?

08.02 Christian Dupont, ministre (*en français*) : La responsabilité de ce décalage, fort malvenu, est partagée entre l'Europe et les États membres. Les nouveaux règlements ont paru fort tard, et les négociations entre les entités pour la répartition de l'enveloppe destinée à la Belgique ont été ardues.

Le cadre de référence stratégique national ne sera introduit auprès de la Commission que dans le courant de ce mois. Ce n'est qu'alors que nous pourrons déposer le programme opérationnel précisant les orientations de la programmation fédérale qui devra être validée par la Commission. En conséquence, le premier appel à projets ne pourra être lancé avant octobre 2007.

Étant donné qu'on entre dans une nouvelle programmation, la reconduction de projets subsidiés ne peut être garantie. Toutefois, si l'évaluation qui aura lieu en mars montre que la totalité des budgets n'est pas épuisée, un appel à projets pourra être lancé pour le solde, de manière à assurer la transition.

De plus, il y a quelques difficultés dans le traitement des dossiers du Fonds social européen, ce qui ne facilite pas les relations avec les autorités européennes.

Le **président** : Les questions de M. Goutry (n° 13966) et M. Verhaegen (n° 13984) sont reportées. La question n° 13776 de Mme Genot, qui ne nous a pas donné signe de vie, est considérée comme retirée.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 18.

De vergadering wordt geopend om 10.22 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Vraag van mevrouw Dominique Tilmans aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de evaluatie betreffende de uitvoering van het Belgische NEHAP" (nr. 13543)

01.01 Dominique Tilmans (MR): In 1989 heeft de WGO reeds een cyclus van interministeriële conferenties inzake milieu en gezondheid georganiseerd teneinde de Europese Unie ertoe aan te zetten om van dat thema een prioriteit te maken.

Op de WHO-conferentie Europa te Helsinki hebben de lidstaten zich ertoe verbonden om een nationaal actieplan leefmilieu en gezondheid op te stellen. In België zag dat plan in 2003 het daglicht onder de naam NEHAP. De voor eerlang geplande evaluatie van dat referentiekader komt net op tijd voor de komende federale verkiezingen.

Zal onze commissie die evaluatie nog kunnen bespreken?

Op welke manier zal u rekening houden met de talrijke en constructieve aanbevelingen van die evaluatie?

01.02 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Het eindverslag van de studie die we in april 2006 aan Ecolas hadden gevraagd, werd – samen met de verschillende *stakeholders* - geraadpleegd en zal volgende week klaar zijn. Het zal worden voorgesteld op de interministeriële conferentie Milieu en Gezondheid van 12 februari en het zal vervolgens online toegankelijk zijn op de site www.nehap.be. De interministeriële conferentie zal de beleidslijnen voor de toekomst uitstippelen. Ik ben zeker bereid in commissie daarover het debat aan te gaan.

01.03 Dominique Tilmans (MR): De invloed van het milieu op onze gezondheid lijkt me inderdaad aanzienlijk. U verwees naar een studieopdracht van 2006. In 2003 gebeurde echter ook al een studie.

01.04 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Het is het Nationaal Actieplan Milieu en Gezondheid dat van 2003 dateert. Na drie jaar – in april 2006 – hebben we een studie laten uitvoeren teneinde een en ander te beoordelen. Dat lijkt me een redelijke termijn.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de Belgische deelname aan CDM-projecten in de landen van het Zuiden" (nr. 13788)

02.01 Colette Burgeon (PS): Volgens het rapport Stern zal de opwarming van de aarde 5.500 miljard euro kosten indien er geen actie wordt ondernomen. Het Protocol van Kyoto bevat echter geen verplichtingen voor de landen uit het Zuiden, die door hun sterke economische groei bijna evenveel broeikasgassen uitstoten als de industrielanden, en binnenkort misschien zelfs meer. We moeten die landen dan ook helpen om zich aan te passen.

In welke landen, volgens welke procedures en voor welke bedragen ontplooit België schone ontwikkelingsmechanismen? Welke zijn die mechanismen? Welke Belgische bedrijven nemen deel aan dat proces? Welke vooruitzichten heeft het partnerschap Noord-Zuid wat de energie-efficiëntie van het Zuiden betreft?

02.02 Minister Bruno Tobbacq (Frans): In november 2006 hebben we een contract getekend voor de aankoop van tussen 193.000 en 262.000 emissierechten met een onderneming gevestigd in El Salvador. Het contract heeft betrekking op een CDM-project (*Clean Development Mechanism*). Er werden nog andere kandidaten geselecteerd. In februari 2006 werd de procedure gestart met een tweede federale offerteaanvraag. Op 13 oktober laatstleden hebben we besloten een maximumbedrag van 25 miljoen euro te investeren in één of twee koolstoffonds.

Tot op heden is nog geen enkele Belgische onderneming ingegaan op de federale offerteaanvraag, hoewel er wel belangstelling voor bleek te bestaan.

De opzet van de CDM-projecten is om milieuvriendelijke technologieën over te dragen naar de partnerlanden uit het Zuiden.

België heeft een inspanning geleverd om te helpen bij het opmaken van de documenten voor de offerteaanvraag waarvan de hoge kosten, administratieve en andere, vaak een aanzienlijke hinderpaal vormen voor de minst ontwikkelde landen.

Op langere termijn zal evenwel gestreefd moeten worden naar een versterking van de lokale capaciteiten in de concentratielanden. Ik hoop enkele CDM-projecten in Afrika bezuiden de Sahara te kunnen opstarten, want daar is in dat gebied dringend nood aan.

02.03 Colette Burgeon (PS): Welke middelen heeft u om die landen ertoe aan te zetten zulke projecten op te zetten?

02.04 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Wij leggen maximaal 10 procent vast van de middelen die uitgetrokken worden voor de aankoop van rechten; met dat geld kunnen we dossierkosten betalen en reageren op offerteaanvragen.

02.05 Colette Burgeon (PS): Ik hoop dat dit van de grond komt, en dat onze bedrijven meer zullen doen dan alleen maar belangstelling tonen.

02.06 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Wat we investeren in het kopen van rechten blijft al bij al zeer beperkt, en de milieucriteria zijn vrij streng; er zullen dus maar weinig Belgische bedrijven op zo'n project kunnen inschrijven. Ik ben voorlopig ook niet van plan om meer middelen uit te trekken of de criteria te versoepelen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het storten van giftig afval in Afrika" (nr. 13908)

03.01 Colette Burgeon (PS): In december jongstleden stelde de Ivoriaanse justitie achttien personen in staat van beschuldiging ten gevolge van het overlijden van tien personen en van de ziekenhuisopname van 69 anderen.

03.02 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Dit probleem valt onder de bevoegdheid van de Gewesten. De federale regering is enkel bevoegd voor de doorvoer van het afval, niet voor de in- en uitvoer.

03.03 Colette Burgeon (PS): Zelfs met betrekking tot de internationale wetgeving?

03.04 Minister Bruno Tobbacq (Frans): We moeten de beleidsopties van de Gewesten op elkaar afstemmen, maar ter zake heeft de federale overheid geen initiatiefrecht.

03.05 Colette Burgeon (PS): Heeft u een standpunt over de doorvoer van afval ingenomen?

03.06 Minister Bruno Tobbacq (Frans): Ik moet toegeven dat ik maar in zeer beperkte mate bevoegd ben.

03.07 Colette Burgeon (PS): Ik zal mijn vraag bijgevolg aan een collega van het Waalse Gewest voorleggen.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "Kyoto-PLUS" (nr. 14019)

- mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het door de regering aangekondigde Kyoto Plus-plan" (nr. 14064)

04.01 Colette Burgeon (PS): Volgens een aantal persberichten van 2 februari zou Guy Verhofstadt van plan zijn een Kyoto Plusplan op te stellen, om de CO₂-uitstoot nog meer terug te dringen. In plaats van productie en arbeid, zou men vervuiling en CO₂-uitstoot gaan belasten.

Wat zijn de grote lijnen van dat plan? Welke gevolgen heeft het voor particulieren en bedrijven? Is overleg met de Gewesten gepland? Welke suggesties formuleert u naar aanleiding van de besluiten van het vierde verslag van de intergouvernementele deskundigengroep over de klimaatrevolutie? Welke dringende maatregelen zou u op dat vlak nog voor het einde van de regeerperiode kunnen nemen?

04.02 Muriel Gerken (ECOLO): Het zou goed zijn indien België een sterk standpunt zou innemen met betrekking tot Kyoto II, waarover de onderhandelingen al aan de gang zijn. In plaats daarvan komt de premier echter met een Kyoto Plusplan op de proppen, om de indruk te wekken dat de klimaatproblematiek hem bezighoudt.

Gaat het om een verbintenis die enkel de premier, of de hele regering bindt? Om welke concrete verbintenissen gaat het en werd u - wat ik mag verhoppen - daarbij betrokken?

04.03 Minister Bruno Tobbacq (Frans): De regering heeft noch de opportuniteit, noch de inhoud van die verklaring besproken. Het is een goed idee om te trachten nog meer te doen in de maanden die ons nog resten, en wij zullen dat in de regering dan ook bespreken, maar over het persoonlijk standpunt van de eerste minister kan ik u niet meer inlichtingen verstrekken.

Het rapport van het deskundigenpanel toont aan dat er op wereldvlak tal van maatregelen moeten worden genomen. Een industriële revolutie moet ervoor zorgen dat onze economie energiezuiniger wordt en dat de

noodzakelijke energie op een veel duurzamere manier wordt geproduceerd.

Tegen het einde van de regeerperiode wil ik mij focussen op de tweede offerte-aanvraag voor de aankoop van emissierechten. Na de beslissing van de Europese Commissie zouden aan de Belgische ondernemingen minder emissierechten moeten worden toegekend. In overleg met de Gewesten en in het kader van de nationale "Klimaatcommissie" zullen de nodige aanpassingen aan het Belgisch toewijzingsplan worden aangebracht.

In samenspraak met het WWF werd tevens beslist een aan de klimaatverandering gewijd pedagogisch instrument ter beschikking van de scholen te stellen.

Op de eerstvolgende vergaderingen van de Europese Raad Milieu en de Raad van Staatshoofden, zal ik pleiten voor een ambitieuze klimaatdoelstelling van 30 procent voor de Europese Unie tegen 2020.

België zal zijn strategie op middellange termijn inzake het terugdringen van broeikasgassen moeten bijsturen. De beslissingen hierover zullen worden genomen door de volgende regering, waarvan de vorming niet eenvoudig zal zijn.

04.04 Muriel Gerkens (ECOLO): De premier opperde het idee om, in plaats van belasting op arbeid te heffen, het belastingtarief naargelang van de CO₂-uitstoot aan te passen, teneinde de totale kostprijs van de herstelmaatregelen mee te dragen. Ik vond dat een gedurfde redenering, maar blijkbaar werd weer louter het aankondigingseffect beoogd!

België zou er beter aan doen eerst die doelstellingen van Kyoto I beter waar te maken.

04.05 Minister Bruno Tobback (Frans): We halen onze doelstellingen van Kyoto I door een reeks interne maatregelen te combineren die veel meer effect hebben dan de aankoop van emissierechten waartoe een vorige regering heeft beslist.

Sinds enkele jaren hevelen we de lasten op arbeid over naar de CO₂-uitstoot, met name om middels een belasting op bedrijfswagens de sociale zekerheid te financieren. Momenteel is er sprake van een verpakkingsheffing die de vermindering van de lasten op arbeid moet compenseren. Tegen 2050 zullen er jaarlijks nieuwe maatregelen nodig zijn.

De eerste doelstelling moet in 2012 worden gehaald, en de volgende in 2050.

De genomen maatregelen zullen moeten worden geëvalueerd, maar men moet constructief blijven.

04.06 Muriel Gerkens (ECOLO): De concrete maatregelen die op Belgisch niveau al zijn genomen, zijn minimaal, terwijl de verklaringen van de eerste minister doen uitschijnen dat de fiscaliteit op een heel andere leest zal worden geschoeid.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: mevrouw Colette Burgeon

05 Interpellatie van de heer Francis Van den Eynde tot de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "zijn antwoord op een parlementaire vraag die hem op 25 april in de commissie voor Volksgezondheid, Leefmilieu en Maatschappelijke Hernieuwing werd gesteld" (nr. 908)

05.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): In het jaarverslag van 2002 van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding staat dat de moord die in 2002 in Borgerhout werd gepleegd op een leraar van Marokkaanse afkomst, racistisch geïnspireerd was. Er wordt zelfs gesproken van 'georganiseerd racisme'. Hoewel de ophef over de moord helemaal terecht was, concludeerde het gerecht dat er geen racistische motieven mee gemoeid waren. In 2003 stelde ik hierover een schriftelijke vraag. De minister antwoordde mij in 2006 zeer beknopt en zonder verdere verklaring dat het Centrum op 13 mei 2003

een klacht had ingediend.

Op 25 april 2006 diende ik opnieuw de vraag in waarom het Centrum deze moord als racistisch bestempelde terwijl het parket een andere mening was toegedaan. Nu luidde het antwoord dat het gerechtelijk onderzoek nog niet voltooid was en dat de minister zich niet kon uitspreken over lopende onderzoeken. Men kan zich vragen stellen bij het feit dat een onderzoek op een moord waarvan de dader onmiddellijk werd opgepakt, drie jaar later nog niet is afgerond, maar het antwoord van de minister was juist en ik stond schaakmat.

Op 11 mei 2006 hoorde ik echter hoe de directeur van het Centrum in *De Wandelgangen* op Radio 1 verklaarde dat het Centrum al lang wist dat de moord niet met racisme te maken had. Waarom staat het dan wel zo in het jaarverslag van 2002? Waarom zegt de regering niets te kunnen antwoorden over een lopend onderzoek, terwijl de directeur van het Centrum wél weet en openlijk zegt dat de moord niet racistisch geïnspireerd was? Hier is meer aan de hand. Ofwel vertelt de minister mij niet de waarheid – wat ik niet vermoed – ofwel heeft men de minister niet de waarheid gezegd.

05.02 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Noch de mededeling van het Centrum, noch die van mij is dubbelzinnig.

Mohammed Achrak werd vermoord op 26 november 2002. Het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding meende dat er racistische motieven mee gemoeid konden zijn en diende op 3 december 2002 een klacht in. Pas eind april 2003 konden de advocaten van het Centrum het dossier inkijken. Op 6 mei 2003 viel de definitieve beslissing om de dader te interneren. Toen was het jaarverslag van het Centrum al gedrukt. Dat het racistische karakter van de moord daarin wordt beklemtoond, is echter niet juist.

De directeur van het Centrum verklaarde dat het racistische karakter van de moord niet is vastgesteld omdat de dader ontoerekeningsvatbaar werd verklaard en dus niet is berecht.

05.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Dit antwoord maakt de zaken nog verwarrender. In het schriftelijke antwoord dat de minister mij vorig jaar gaf, staat dat het Centrum een klacht indiende op 13 mei 2002. Omdat de moord toen nog niet was gebeurd, meende ik dat er een typefout stond in het jaartal en dat 2003 werd bedoeld. Nu zegt de minister dat het Centrum een klacht indiende op 3 december 2002!

In het verslag is sprake van 'georganiseerd racisme', maar nu hoor ik dat de advocaten van het Centrum al in 2003 wisten dat de dader ontoerekeningsvatbaar was en dat de moord niets met racisme, laat staan georganiseerd racisme, te maken had.

Omdat de informatie die mij werd verstrekt niet correct was, dien ik een motie van aanbeveling in.

05.04 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Ik kan alleen maar herhalen dat het jaarverslag van 2002 al gedrukt was op het moment dat de dader ontoerekeningsvatbaar werd verklaard.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Francis Van den Eynde en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Francis Van den Eynde

en het antwoord van de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,

verzoekt de minister

de informatie die hij naar aanleiding van een parlementaire vraag aan de Kamer verstrekt, voortaan beter op haar waarheidsgehalte te controleren.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Colette Burgeon.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

06 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "klachten inzake discriminatie" (nr. 13548)

06.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Het verhaal is bekend: op 30 november 2006 bekogelden jongeren van Turkse origine in Beringen joodsorthodoxe tieners en het gebouw waar zij verbleven, met stenen. Naar verluidt zou het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding geen klacht hebben ingediend. Dit is volgens mij een verkeerd signaal: het ging hier duidelijk om racisme dat gepaard ging met geweld. Ik weet dat de Turkse jongeren een werkstraf hebben gekregen en dat ze het huis van Anne Frank in Amsterdam hebben bezocht, maar dat doet niet ter zake. Het Centrum heeft al een klacht ingediend voor veel minder erge feiten. Zo ontstaat de indruk dat het Centrum selectief te werk gaat. Wat is de mening van de minister hierover?

06.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): Nadat de daders van deze gewelddaad bekentenissen hadden afgelegd, heeft het parket een bemiddeling opgestart. Het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding werd door de referentieambtenaar op de hoogte gehouden van het verloop hiervan. Als de bemiddeling was mislukt, had het Centrum nog altijd het recht om alsnog een klacht in te dienen.

Alle officiële betrokkenen bij het incident hebben snel en daadkrachtig gereageerd. Het is niet mijn taak om uitspraken te doen over de werking van het parket of over de wettelijke bepaling dat het Centrum klachten in alle onafhankelijkheid behandelt. Als het Centrum zich neerlegt bij de resultaten van een bemiddeling, kan ik dat alleen aanvaarden. Trouwens, het Centrum wordt vaak genoeg gevraagd om eerst de bemiddeling een kans te geven alvorens meteen ook al een klacht in te dienen.

06.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Ik heb geenszins kritiek uitgeoefend op de werking van het parket. Het blijft wel mijn mening dat het Centrum in dit geval een klacht had moeten indienen. Het kon dan nog de resultaten van de bemiddeling afwachten om te besluiten hoe het deze klacht verder zou opvolgen. Mijn conclusie is dat het Centrum met twee maten en twee gewichten werkt.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Yvan Mayeur.

07 Vraag van mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "OCMW-steun voor huisvesting van uitgeprocedeerde asielzoekers" (nr. 13787)

07.01 Simonne Creyf (CD&V): De socialehuisvestingsmaatschappijen en socialeverhuurkantoren hebben huurders die OCMW-steun ontvangen voor het betalen van hun sociale huishuur. Onder hen zijn ook asielzoekers. Is het correct dat een OCMW geen steun voor huisvesting mag verlenen aan een uitgeprocedeerde asielzoeker voor de periode tot hij de woning definitief moet verlaten? Op deze vraag kreeg ik nooit eerder een duidelijk antwoord. Welke instantie moet dan wel zorgen voor de huisvesting van de asielzoeker in afwachting van zijn definitieve uitwijzing?

07.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): Het aantal asielzoekers dat sociale huishuur moet betalen aan socialehuisvestingsmaatschappijen of socialeverhuurkantoren, is mijns inziens beperkt. De regelgeving is zo strikt dat de meeste asielzoekers op deze vorm van huisvesting geen beroep kunnen doen en in een Lokaal Opvanginitiatief (LOI) of in een asielcentrum verblijven.

De raad voor maatschappelijk welzijn van het OCMW kan altijd, op basis van de gemeentelijke autonomie, beslissen om toch een financiële bijdrage te leveren voor de huishuur van een cliënt, ongeacht zijn statuut. Dat geldt dus ook voor een uitgeprocedeerde asielzoeker. Het OCMW krijgt hiervoor echter geen terugbetaling van de federale overheid.

07.03 Simonne Creyf (CD&V): Welke instantie moet dan wel zorgen voor de huisvesting van een uitgeprocedeerde asielzoeker?

07.04 Minister Christian Dupont (Nederlands): Naast de OCMW's zie ik geen andere instantie.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Yvan Mayeur aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de subsidies die door het Europees Sociaal Fonds (ESF) worden toegekend aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn" (nr. 13738)

08.01 Yvan Mayeur (PS): Een aantal projecten die in de periode 2000-2006 met behulp van subsidies van het Europees Sociaal Fonds tot stand kwamen, zouden in de periode 2007-2013 worden voortgezet. Maar de praktische toepassing van de voor die nieuwe periode vastgelegde criteria heeft heel wat vertraging opgelopen. Voor de OCMW's is het onduidelijk of hun projecten ook na 31 december 2006 nog zullen gesubsidieerd worden.

De projectoproepen (in de veronderstelling dat die projecten zullen verlengd worden) zouden pas vanaf september 2007 bekendgemaakt worden. Niemand weet echter of de projecten ook tijdens de overgangsperiode vanaf januari 2007 op een subsidie kunnen rekenen. De OCMW's staan bijgevolg voor een dilemma: ofwel moeten ze de lopende projecten voortzetten ofwel moeten ze ze in afwachting van de projectoproep stilleggen, met alle denkbare gevolgen van dien voor de rechthebbenden en het betrokken personeel.

Nochtans sloten de twee programma's volgens de Europese verordening in de tijd perfect op elkaar aan, maar in de praktijk is daar niet veel van in huis gekomen.

Kan u ons verzekeren dat de subsidiëring geen gevaar loopt?

08.02 Minister **Christian Dupont** (Frans): De verantwoordelijkheid voor die – zeer ongewenste – vertraging wordt gedeeld tussen Europa en de lidstaten. De nieuwe verordeningen zijn erg laat verschenen en de onderhandelingen tussen de verschillende landsgedeelten over de verdeling van de aan België toegekende financiële middelen verliepen moeizaam.

Het nationale strategische referentiekader zal pas in de loop van deze maand bij de Commissie worden ingediend. Pas dan zullen we het operationeel programma kunnen indienen, met de keuzes van de federale programmatie, die door de Commissie zal moeten worden bekrachtigd. De eerste projectoproep zal dus niet vóór oktober 2007 van start kunnen gaan.

Aangezien we met een nieuwe programmatie van start gaan, kan de voortzetting van de gesubsidieerde projecten niet worden gewaarborgd. Indien uit de evaluatie in maart echter blijkt dat niet alle beschikbare middelen werden uitgeput, kan voor het saldo een projectoproep geschieden, zodat de overgangsperiode kan worden verzekerd.

Bovendien leidt de behandeling van de dossiers van het Europees Sociaal Fonds tot een aantal problemen, wat de betrekkingen met de Europese overheden er niet makkelijker op maakt.

De **voorzitter**: De vragen van de heren Luc Goutry (nr. 13966) et Mark Verhaegen (nr. 13984) worden uitgesteld. Vraag nr. 13776 van mevrouw Zoë Genot, die niet verontschuldigd is, wordt als ingetrokken beschouwd.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.18 uur.